L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 AOUT 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 5 AOUT.

A la Deuxième Page, on trouvera :
Le Feuilleton,
Le départ des bateaux et navires,
Des ventes par le shérif,
Et des ventes par des encaisses,
Ainsi que nombre de nouvelles annonces.

Ventes à l'encan de ce jour.
☞ Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs : Un terrain avec des bâtisses, rue Tyrone, dans le Deuxième District; un autre terrain avec bâtisses, face à la rue Robertson ; un autre terrain avec bâtisses, face à la rue Dumaine ; le tout dans le Deuxième District, et un autre au faubourg Marigny, rue de Union, canal ; un terrain avec bâtisses, rue des Marais, entre Ursulines et le Chemin du Bayou, avec bâtisses.

Par E. Guinault—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs : Quatre terrains faisant face aux rues Bourguole, Lesharpe et Lopez-route ; une jolie maison en briques à étage, rue Marigny ; cinq lots de terre contigus formant l'encoignure des rues Dumaine et Pond ; et à la résidence lui, rue des Marais, entre Dumaine et Ste Anne : les meubles de la maison.

Par E. Gutierrez—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs : Une portion de terre avec bâtisses et améliorations, dans le Troisième District, face à la rue Marigny.

Par Montgomery & Bro—à la résidence No 34 de la rue Adèle : Des meubles et effets de ménage.

Par Wm Seyer—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, des terrains enclavés et des terrains non clos dans le Troisième District, à savoir : Une maison en briques à deux étages, rue Mandeville ; un terrain rue des Bons Enfants ; et huit autres, sur la Promenade Washington.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, chaussures et chapeaux.

Par F. Fernandez—en face de son magasin d'ancrage au môlet, des harnais et linge de corps. Et à son magasin—Jamon marchandises sechés.

Par McCarren & Landry—au Masonic Hall, un assortiment de meubles.

Par Francis Fernandez, au coin des rues Chartres et St-Louis—Café légèrement avarié, viande fumée, tabac, etc.

Par J. P. Boisseau, au coin des rues Magazine et Gravier—bourre, fromage, liqueurs, etc.

LA QUESTION DES CHEMINS DE FER.

Nous publions plus loin une importante communication de notre honorable maire le Dr. Kennedy, sur la question des chemins de fer. Les explications franches et loyales qu'il donne à la population sont une réponse satisfaisante aux attaques dont sa conduite a été l'objet de la part de deux journaux. Nous croyons, quant à nous, que la presse a, en ce moment, d'autres devoirs à remplir que de s'amuser à des discussions puériles sur des points de droit. C'est pourquoi nous n'insisterons pas sur cette affaire des chemins de fer, dont l'appréciation sera d'ailleurs rendue facile à tous par la communication du maire.

Adjudications de contrats—Le maire vient d'adjuger à divers entrepreneurs, pour le nettoyage des rues de neuf wards de la ville, des contrats qui s'élèvent à la somme de $68,300 et pour l'entretien et la réparation du pavé de sept wards, des contrats s'élevant à la somme de $11 100. Le nettoyage des huitième et neuvième wards et l'entretien des sixième, septième, huitième et neuvième wards sont encore à la enchères soient contractuelles. Le tout constitue une dépense de $82,700.

Dans les cas où plusieurs personnes avaient fait les mêmes offres on des offres également basses, leurs noms ont été mis dans un chapeau et tirés au sort par le maire. 18 entrepreneurs ont présenté des conditions acceptables, et souvent avec des différences considérables. Nous voyons en cela une preuve que l'opération s'est faite loyalement pour la ville. Nous ignorons les offres qui précédemment avaient été faites à la criée publique, mais il est certain qu'elles étaient plus coûteuses pour la municipalité que les dernières puisque le maire a rejeté les unes et accepté les autres. Ainsi se trouve justifiée sa double opération.

UN FAIT A MENTIONNER.

Sous ce titre, nous lisons dans l'article de revue locale du *New Orleans Times*, les trois ou quatre petits paragraphes qui suivent :

Que la ville soit inondée de nègres vagabonds, c'est un fait trop patent aux yeux de tous pour qu'il soit besoin de le signaler d'une manière particulière. Mais il y a une phase de cette question qui appelle la sérieuse attention de nos autorités.

Dans un nombre alarmant de ces portes devant les cours préliminaires, on a trouvé que ces hommes étaient armés jusqu'aux dents. Un soir-tout, on ne revient, un *blanc* n'est en général rarement leur compagnon favori, et les registres de la police prouvent qu'ils ne sont nullement opposés à l'emploi de ces moyens délicats de conviction morale. C'est là une situation fâcheuse, pour le rien dire de plus, et ceux qui en sont à la fois le pouvoir et la volonté de trouver et appliquer quelque sorte de remède.

Rapprochant ce qui précède du fait que la pauvre misérable n'avait de cette ville éprouvé les plus grandes difficultés à obtenir un permis pour avoir des armes dans sa propre maison, et du fait aussi que, sous le gouvernement du général Butler, un désarmement général de la population blanche eut lieu, nous pensons qu'il serait juste que la loi fût légèrement modifiée en faveur de cette dernière classe, ou qu'elle fût strictement exécutée à l'égard de la première.

Cet état de choses est sous ce rapport, qui trop inquiétant et très pénible à supporter en ce moment, et les habitants demandent qu'il y soit appliqué quelque remède.

LA FIEVRE JAUNE A LA HAVANE—Nous lisons dans un journal de Galveston du 1er août :

Un voyageur qui arrive de la Havane nous informe que la fièvre jaune y fait des ravages. La proportion des décès est plus forte que d'habitude. On craint que la fièvre jaune ne gagne la Nouvelle-Orléans.

Jusqu'à présent rien n'annonce la présence dans notre ville de ce terrible visiteur.

L'annexion du Canada.

Le Times de New York n'est pas partisan de l'annexion du Canada. Dans un article sur le traité de réciprocité publié hier, il s'élève contre toute tentative ayant pour but d'entraver les relations commerciales entre les États-Unis et le Canada. Il croit que le meilleur moyen d'augmenter l'influence américaine dans les provinces anglaises est de conclure immédiatement avec elle un traité de commerce des plus libéraux. Enfin, pour calmer les craintes d'une partie de la presse canadienne à propos de l'annexion, il s'exprime ainsi :

"Nous croyons que les Canadiens s'occupent trop de notre prétendu désir d'annexer leur territoire à l'Union. Nous ne connaissons personne qui sourisse sérieusement au projet, et nous ne croyons pas qu'il y ait un américain qui, dans les circonstances actuelles, désirerait les Canadiens à devenir citoyens des États Unis. Il semble que le discours de M. Potter à la Convention commerciale de Detroit leur a donné une fausse idée de leur importance par rapport à nous et a notre désir d'annexer leur territoire. Ils affirment dans leurs journaux qu'ils ne désirent pas l'annexion ; qu'ils n'en ont pas besoin ; qu'ils sont aussi loyaux de la reine et satisfaits de leurs institutions ; qu'ils craignent les institutions démocratiques et sont effrayés de la dette nationale. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : "très bien, ne vous emportez pas ; nous n'avons ni le besoin ni le désir de vous annexer." Mais ne sortirons pas que quelqu'un y ait jamais songé, et de temps à autre, les journaux canadiens ne nous en donnent quelque chose."

☞ C'est avec une vive satisfaction que nous annonçons le retour parmi nous d'un de nos plus estimables concitoyens, M. Gabriel de Fleurieu. Avec l'énergie qui l'a toujours caractérisé comme homme d'affaires, il s'est remis à l'œuvre et a repris ses fonctions d'encanteur. Sa longue expérience dans ce genre d'affaires, la popularité qu'il s'y est acquise par son exactitude et son intégrité lui auront bien vite ramené une nombreuse clientelle.

Départ de steamers.

POUR SHREVEPORT DIRECTEMENT — Ce beau et bon steamer rapide et de grand tirant NEW ERA, capitaine W. J. Bonnell, partira pour la région de la Rivière Rouge. Il a d'excellentes installations et possède toutes les conditions de retard désirables.

POUR LA RIVIERE ROUGE — TEXAS, remorqueur, Capt. W. Nichols, est régulièrement chargé sur cette ligne, partira ce soir pour Natchitoches à l'heure ordinaire. Le remorqueur NEW ARRIVAL, capitaine Ed. Ambrose, est maintenant à l'embarcadère et partira d'ici à quelques jours.

POUR ST-LOUIS—Les voyageurs et les consignataires de fret sont priés de prendre note que le beau et rapide steamer PIKE, capitaine Wm. Hall, partira ce soir à cinq heures pour St-Louis et aura pour lieutenant de M. F. Bach, commandant, dans l'embarcadère de Carondelet. Les bureaux de la compagnie sont à l'embarcadère de service. Les steamers du Van Pool sont de première classe.

POUR SHREVEPORT — Le beau bateau à vapeur ELEANOR, capitaine Ayers, a reçu bonne part de son fret. L'ELEANOR aimait tant pas, mais offre d'excellentes installations. Il est maintenant à l'embarcadère de Carondelet, pour le département du dessous.

CAROLINE DU NORD.

LES DEUX RACES.

Alarmants indices d'antagonisme.

Nous lisons ce qui suit dans le *Wilmington Herald*, Caroline du Nord :

Les fréquentes collisions entre blancs et noirs dans cette partie de l'État, collisions dont nos colonnes locales font un ample témoignage, font naître de sérieuses craintes pour l'avenir. Il est inutile de dégager le fait que la population noire de la ville est épouvantablement démoralisée par la sympathie même de la garnison, et à moins qu'on n'apporte quelque remède à cet état de choses, il faut nous attendre à des troubles d'un caractère très sérieux.

Il y a eu un temps où la conduite des soldats noirs était toute différente de ce qu'elle est maintenant. Mais nous sommes charmé de pouvoir attester l'efficacité des ordres rigoureux et sanguinaires du général Ames et du colonel Chamberlain, ordres qui ont arrêté le mal très sensiblement, de manière qu'aujourd'hui il existe beaucoup moins de causes de plaintes contre la garnison.

Mais dans leurs rapports avec les résidants noirs, les membres de cette garnison leur ont infusé de telles idées et ont évoqué chez eux un tel mécontentement par rapport à leur condition, que la sureté de la communauté est réellement en péril. Nous regrettons d'être forcé par les circonstances à faire une pareille dénonciation, mais notre devoir envers le public ne serait pas rempli si nous passions plus longtemps de telles choses sous silence.

Nous sommes bien véritablement sur un volcan, dont les grondements se font de la manière distinctement et, par occasion, les flammes s'échappent par quelque point plus faible qu'un autre. L'éruption générale aura probablement lieu une fois. Dans ce cas, les blancs seront à la merci des noirs.

Nous craignons d'avoir confiance dans l'assurance que les troupes noires, en pareille occurrence, se placeront du côté des blancs contre leur propre race. Il est trop tard maintenant pour temporiser en semblable matière. Il est trop tard pour attermoyer les précautions à prendre contre une telle explosion.

Si ces précautions ne sont pas promptement prises il y aura un terrible compte à rendre pour quelqu'un, nous ignorons sur qui la responsabilité pèse ; mais il faut y aviser au plus tôt, sans quoi les conséquences seront terribles.

Si les noirs, agissant par l'instigation de mauvais conseillers, ont trop de présomption et se montrent trop exigeants, ils accomplissent certainement leur propre ruine. Comptant sur la sympathie de la garnison qui se trouve ici actuellement, ils peuvent lancer contre les blancs des défis dont leur race ne jouit nulle part, dictés les conditions de leur travail pour le temps, le lier et le briser et se conduire de manière à se rendre intolérables ; mais alors la loi civile reprendra son empire, et les bannira tous de l'état. Et une telle loi sera mise en vigueur comme elle l'est maintenant dans quelques uns des États du Nord. Ceux qui sont vus avec fusées par cette mer agitée et malheureuse feraient bien de l'avertir des dangers auxquels elle s'expose. Nous publions ces lignes sans le moindre esprit de malveillance envers elle, mais uniquement pour son bien, et pour qu'elle sache quoi et comment elle se comporte bien dans sa nouvelle condition, il pourra lui être permis de rester ici et d'y jouir de sa liberté.

Un discours du gouverneur Perry.

L'*Inquirer*, de Philadelphie, publie le texte d'un discours prononcé à Greenville par le gouverneur Perry, de la Caroline du Sud. En voici quelques extraits :

On a cessé publie des citoyens de Greenville ont fait occasion de profonde satisfaction et de chagrin. Une guerre terrible et cruelle a ravagé les États du Sud, 150 000 de nos plus vaillants et de nos plus courageux enfants ont péri sur les champs de bataille. Notre pays fut inondé de veuves et d'orphelins. Il n'y a pas une maison où l'on n'ait à déplorer la mort d'un ou de plusieurs êtres chers. Trois milliards ont été dépensés par les États du Sud pour faire cette guerre et aujourd'hui on nous oblige à abandonner quatre millions d'esclaves qui représente une valeur de deux milliards.....

Pourquoi les États du Sud ont-ils échoué dans cette guerre ? C'est vrai de dire que la lutte était des plus inégales ; huit millions d'habitants contre vingt deux. L'un des deux partis n'avait ni gouvernement, ni marine, ni manufactures ; et l'autre possédait toutes ces ressources qu'une immense immigration étrangère et l'appui des nègres venait encore accroître. Néanmoins je n'avais pas cru possible que huit millions d'habitants, répandus sur un immense territoire, pussent être jamais subjugués s'ils étaient disposés à n'imposer tous les sacrifices pour conquérir leur indépendance, comme firent jadis les Hollandais. Mais notre insuccès doit être en grande partie attribué à ce que le peuple du Sud n'était pas entré de cœur dans cette révolution.....

Il n'y a personne dans les États du Sud qui ressente plus amèrement que moi l'humiliation et la dégradation de rentrer dans l'Union. Cependant je crois que nous serons heureux dans l'Union.

..... On a trop fréquemment rejeté sur le Président de la Confédération la faute de notre insuccès. Cool est une erreur. C'est le peuple lui-même qui doit être blâmé pour ses désastres. Quand le général Johnston a capitulé, 70,000 hommes étaient inscrits sur les rôles de son armée et 14,000 seulement étaient présents dans les rangs. L'armée du général Lee était dans la même condition. On étaient les absents ? Ils étaient restés chez eux. Ce fait est inutile et impossible alors de réussir ! Il eût fallu que tous les hommes de 18 à 45 ans fussent enrôlés et contraints de rester dans les rangs. Peu importe la répugnance de certains citoyens de se soumettre à cette mesure, ils devaient le faire, ou s'exposer à être traités comme des traîtres ; et s'ils eussent été en nombre suffisant, ils auraient été forcés par la loi martiale à prendre les armes. Quelle qu'eût pu être la détermination prise par le Président John son besoin pas d'acceptable au Sud que ne l'était M. Lincoln..... Il a voté pour Buchanan-Breckinridge en 1860.

..... Les parcours et le vagabondage des nègres est un fléau pour la société. Il faut y remédier le mieux possible. Je n'ai aucun doute que dans neuf ans ou six, la liberté sera une réalisation au lieu d'un bienfait pour le nègre..... Empêchons qu'avant peu l'athlétisme, la liberté et les privilèges des individus seront prodigués comme celui l'étaient auparavant..... Dans toute l'histoire il n'y a pas un modèle plus parfait de parenté et de grandeur que le général Lee, et ce n'est, toutefois, Washington..... Bien que je ne croie pas que tout le monde ait fait bravement dans devoir dans cette guerre, il y a eu, néanmoins une grande proportion de notre population qui a acquis des honneurs immortels et dont la gloire dans tel combats et la sagesse dans les conseils illustreront les pages de notre histoire. Il y a eu des actes d'atrocité commis par les armées des États-Unis et que les États du Sud ne pourront jamais oublier, &c., &c.

Depuis ce discours le gouverneur a eu une entrevue avec le Président. Nous lisons à ce sujet dans un journal :

Quelques minutes d'explication ont fait au gouverneur Perry, de la Caroline du Sud, pour se faire pardonner son malencontreux discours de Greenville et, afin de détruire les effets pernicieux produits par cette harangue, il vient de rédiger une proclamation dirigée spécialement à la population blanche de la Caroline du Sud, dans laquelle il convoque les délégués pour le 6 novembre à l'effet d'élire des délégués à la convention d'État.

Renseignemens sur le Mexique.

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre particulière adressée de Matamias, État de Tamaulipas, sous la date du 15 juin :

Nous avons débarqué à bon port à Matamias le 14 mars, et depuis nous avons quelques peu réussi le pays. Nous avons fait avec des mules une très intéressante expédition à Chamella, à 85 milles en bas de la côte. Nous avons rencontré fréquemment des soldats mexicains et français qui nous ont laissé passer sans molestation, ce égard, nous croyons, à notre apparence respectable. Nous avons trouvé des terres excellentes que dans les meilleurs pays du monde, avec un fond de six à dix-huit pieds. La Matamias qui coule à 25 milles de la ville de ce nom est la première rivière que nous ayons vue. Elle a une vallée de 80 milles d'étendue et de 10 à 12 milles de largeur. Autour en Pueblo, dans cette vallée, on voit toute l'exploitation agricole du pays, exploitation faite par des Américains.

La vallée près de Chamella, sur le Bazario, n'est pas si longue, mais environ plus large et la terre y est aussi très bonne. Nous sommes retournés ensuite à Matamias pour envoyer des lettres en Californie par la retour du steamer.

Nous avons fait ensuite une course en haut de la côte et reconnu la vallée de Camacho. C'est la plus belle terre que nous ayons vue.

Ce qui de qui [illegible] nous remarquerons bientôt bon et propre à l'agriculture ; mais il est pourvu par fait gens qui n'en apprécient pas la valeur. Le terre y est à bon marché.—Dans la dernière chaîne de montagnes de 20 à 30 lieues engagements. Quelqu'un qui possédera un titre de concession pour aller à la chaîne d'une terre aussi belle qu'il peut la désirer.

Nous nous sommes établis près de Pueblo sur la rivière Mamatias ; nous avons loué une ferme pour une année et nous donnons en payement le 10e du revenu. Nous plantons 50 acres en coton. Nous avons déjà la terre toute prête et nous planterons aussitôt que la saison des pluies aura commencé, ce qui est vers la fin de juin. La plantation se fait en juillet et en août. Ce pays est un pays de coton. J'ai vu et nous commencé dans le voisinage d'une ferme qui a donné 2,400 livres de coton avec la graine par acre l'année dernière, et elle était pauvrement travaillée. On y fait beaucoup de tabac et de sucre. Le café réussit bien, m'assure-t-on, un peu plus bas sur la côte.

Il n'y a pas de guerre maintenant dans l'État. Les Mexicains, c'est à dire les soldats mexicains sont tous partis et ce pays est au pouvoir paisible des Français. Le langage nous embarrasse beaucoup.

La main d'œuvre mexicaine est à 50 cents par jour. Les Américains peuvent se faire de 30 à 60 piastres par mois.

J'ai rencontré une vieille connaissance du Missouri, Wm Thompson ; cela fait bien réussi l'année dernière. Sa récolte de coton vaut de $10,000 à $12,000. On lui offre $10 par jour pour travailler de son état comme charpentier.

Nous avons eu été examinés, mais pendant trois mois de l'année il fait un peu trop chaud. L'eau n'est pas très bonne dans la vallée. Les fermiers font deux récoltes de maïs par an et des légumes toute l'année sans avoir besoin d'arroser. Les maïs valent $50. La farine est à $15 le baril et le bœuf à 12 1/2 cents la livre.

FRANCE.

Nous tirons dans la correspondance parisienne du *Courrier des États Unis* en date du 7 juillet :

Je ne vous parlerai pas de la célébration du 4 juillet à Paris, dont vous aurez sans doute donné un compte rendu. C'était une fête de famille à laquelle, paraît-il, on n'est beaucoup amusé.

Le couronnement accidenté en 1861, entre la France et l'Angleterre, relativement à l'immigration des coolies indiens dans nos colonies d'Afrique touche à son terme. Il paraît que l'opposition de trois ou quatre États, dont la Grande, redevient extrêmement probable. Les assertions sont contradictoires en ce qui concerne le fait d'une seconde visite du prince à l'empereur, après celle dont je vous ai rendu compte. Mais cela n'a aucune importance, puisqu'un est d'accord sur la situation établie, qui est celle d'une séparation politique et d'une abstention pendant six années, de la part du prince, dans toutes les affaires publiques, sans préjudice aucun des sentiments d'affection conservés par ces deux hauts personnages vis à vis l'un de l'autre.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE.

THERMOMETRE DE C. DURAND, OPTICIEN, *No 46, rue de Chartres.*

3 août 1865	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	79	26
midi	83	28
3 heures du soir	80	26 1/2
6 heures	79	26

Malade—La police a ramassé hier, à midi, à l'angle des rues Conti et Chartres, un homme malade dont on ignore le nom. L'officier Davis l'a fait transporter à l'Hôpital de Charité.

Première Cour de District.—L'avocat de District a présenté au nom de l'association (pour larcin) contre William Rose et Henry Eller.

—Le nouveau Grand Jury a été nommé et se compose de MM. Alfred Bellanger, président, Ch. D. Hart, D. Waters, A. V. Leclerc, J. S. Conlter, Henry Philips, H. Aubert, Ernest Duda, Th. F. Cavanaugh, F. Grenot, L. E. Marchand, Eug. Bergeni, C. Gasson, Jas Wash, Jno Lemelle, P. F. Laberte.

Cour Prévotale—Edw. Wright, employé en qualité de chauffeur, sur un transport des États Unis, a été traduit, avec un de ses compagnons, devant le Prévot. Il croyant traité injustement, lui vinrent tous deux à terre, contrairement aux ordres ; lorsqu'on leur ordonna de revenir à bord et de se remettre au travail, ils s'y refusèrent et menacèrent de faire mutiner le équipage si on les obligeait à travailler. Ils ont été condamnés à trois mois de travaux forcés sur l'île aux Vaisseaux.

Deux propriétaires ont été condamnés chacun à vingt cinq piastres d'amende parce qu'ils ne s'étaient pas conformés aux ordres militaires dans la violation est si sévèrement punie.

Accusation—Marx Steenberg accuse d'abus de confiance et de détournement de fonds James Deane, ancien lieutenant de la police du Quatrième District.

M. Deane s'est constitué prisonnier—L'interrogatoire n'a pas encore eu lieu.

Bal d'Orléans.

Il sera donné, samedi le 5 août, à l'ancienne Cité Bourse et Orléans, un BAL paré et masqué, organisé par M. Joseph Bourg.

Prix d'entrée..... @ 1 50. Les dames, gratis.

3 août—3

Salle de la Société de Bienfaisance des Jeunes Gens.

LODGE DE L'ETOILE POLAIRE No 19, Rue St-Louis, entre la Ruelle de la Bourse et la rue Bourbon.

Les officiers et les membres de cette Société sont requis de se trouver à la première réunion générale de la Société sous les auspices de l'ancienne LODGE L'ETOILE POLAIRE, ce soir, à sept heures et demie du soir. L'attendance est requise.

Par ordre du Président.
H. R. SMITH,
J. DUBALEN, Secrétaire.
Août—1

VOLE.

Il a été volé UN PORTEFEUILLE dans la magasin de M. KAHN, à Bonheur City, Lac. Le dit porte feuille appartient à M. L. Loeb et contenait une lettre datée de L. Wagshal, de la paroisse de Charles, dite à L. Loeb, en date du 15 juillet 1865, et marquée comme suit :

Un billet à trente jours..... pour @ 45 00
Un billet à soixante jours..... pour @ 100 00
Un billet à quatre-vingt dix jours..... pour @ 100 00

N. B.—Un billet, par demande, de @ 45 00, fait par J. E. Dupperon, de St. Charles ; un billet de @ 100 00, par A. Gladden, aux demandes et dû à L. Loeb. Je préviens le public de ne pas négocier les dits billets.

Août—1 LEOPOLD LOEB.

Communication du maire Kennedy

AUX citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Mairie de la Ville-Orléans, Hôtel de Ville, 5 août 1865.

Concitoyens—Jusqu'au rétablissement du gouvernement civil dans l'État, et de l'administration municipale dans cette ville conformément à nos chartes, il n'y a pas de meilleure conduite à suivre pour le chef exécutif, soit de l'État, soit de la ville, lorsqu'il s'agit de diriger des affaires ou de prendre des mesures de quelque importance, que de faire un appel ou d'émaner une expression directement au peuple. C'est s'appuyer d'autant mieux sa cause qu'il n'a pas encore été jugé nécessaire d'établir une censure sur aucun organe autorisé pour soutenir la cause ou défendre la politique des actes soit du gouvernement soit du maire. Tous deux publient sa lier à l'opinion par et incorruptible d'un public honnête.

C'est imbu de cette manière de voir et animé par la conviction du devoir qu'en mal dernier j'entreprit un examen scrupuleux de l'état des affaires municipales dans la Halle de ce qui avait été confié à mon administration, et je viens de soumettre, aujourd'hui même, au conseil, un rapport détaillé de cet examen. Tous deux publiés, je me fais un devoir de vous appeler votre attention d'un sujet de la plus grande importance pour vos intérêts, et qui a depuis quelque temps occupé beaucoup de mon temps et de mes soins.

On sait, dans le public, que peu de temps après mon installation comme maire, en avril dernier, un grand nombre de citoyens, de toute la cité, parmi les plus considérables et les plus influents jusqu'aux plus humbles journaliers, me sommèrent de recommander au conseil municipal d'obtenir du gouvernement national que les chemins de fer de la Nouvelle-Orléans aux Opelousas, et de la Nouvelle-Orléans à Jackson fussent enlevés au contrôle privé et mis sous celui du gouvernement fédéral. Cette demande était basée sur la nécessité de faire tous les efforts pour assurer la reconstruction de ces deux lignes, et de les mettre en état de rendre à la cité les services qu'elle avait droit d'en attendre. Ces lignes, devenues propriété publique, devaient être exploitées par le gouvernement fédéral, dans l'intérêt de chaque citoyen ou actionnaire. Elles devaient nécessairement, dans l'opinion du gouverneur Wells et dans la mienne, avoir à imposer le devoir de faire tous ses efforts pour en faire restaurer le contrôle à ses propres.

L'agent choisi pour cette mission importante et délicate fut le Dr Thomas Cotman, qui consentit obligeamment à s'en charger, et dont la capacité, le zèle et l'intégrité inspirèrent un parfait confiance. Cette confiance ne fut pas mal placée.

Il n'y avait pas longtemps que le Dr Cotman était à Washington lorsque le gouverneur Wells arriva dans la capitale fédérale, où il fut satisfait de trouver que toutes les démarches nécessaires avaient été faites par ce fidèle agent pour accomplir la mission dont il était chargé.

Après consultation entre nous il fut décidé que la ville devait proposer aux détenteurs de plus de la moitié des actions du chemin de la Nouvelle-Orléans à Jackson, et d'une proportion plus considérable encore des actions du chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas, il était préférable que la ville prit l'initiative d'arranger au président Johnson la demande que nous avions jugé convenable de faire. Ce fut en conséquence décidé qu'un agent spécial, investi de tous les pouvoirs que l'état et la ville pouvaient lui donner, serait envoyé à Washington pour entrer en communication amicale avec les divers ministres, de façon à obtenir une réalisation de nos deux chemins aussi prompte que les divers obstacles pourraient le permettre. Il devait, en outre, faire valoir avec une instance respectueuse les justes réclamations de la ville contre le département de la guerre et de la marine, réclamations qui sont nombreuses et considérables.

Avant, cependant, que rien pût être terminé, j'envoyai à Washington et nous fîmes une dernière effort pour obtenir que le Président approuvât notre demande. Dans des termes pleins de sentiments généreux et bienveillants pour le peuple de la Louisiane, des intérêts duquel il paria avec une sollicitude cordiale, sincère et respectueuse, le Président Johnson consentit immédiatement à notre demande en exigeant, cependant, comme cela était juste et convenable, que, comme condition préliminaire à la restitution des chemins de fer, les anciens directeurs d'avant la rébellion cédassent la place à de nouveaux commis de directeurs nouvellement élus, et qui seraient composés de citoyens de cette ville, dépuis ses divers le gouvernement. Si, dit le Président, vous, comme maire, vouliez garantir cela je le ferai en sorte, aussitôt que l'élection des nouveaux conseils me sera connue officiellement, et pourvu qu'aucune nécessité militaire n'y apporte d'obstacle, que les chemins soient rendus par l'autorité militaire.

Le chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas ayant été gardé et exploité pendant trois ans sous le contrôle militaire exclusif, ce, je pris la liberté d'appeler l'attention du Président sur ce fait, et le suggérer que, comme les taux de fret perçus par les citoyens pendant cette période avaient été énormément élevés, il serait désirable que tous les livres et papiers qui étaient dans les mains des autorités militaires fussent transférés à des experts impartialement choisis, de façon à ce qu'on pût établir une balance loyale entre le gouvernement et la compagnie, et à ce qu'on fît, faire un règlement équitable sur la base ainsi présentée. Le Président accéda aussi à cette proposition, ajoutant, de la manière la plus bienveillante et la plus encourageante, l'assurance que tout ce que nous demandions du gouvernement était, dans son esprit particulier. Je refusai de m'engager à l'appuyer, alléguant que tout ce que je demandais était un ticket composé d'hommes indépendants, suivant la condition de l'Président.

En vain j'insistai sur la justice et la raison de ce que le Président exigeait, sur l'assurance du peuple à voir le changement pour une administration responsable ; sur la force que de nouveaux et d'honorables noms ne manqueraient pas de donner à la direction, plus spécialement pour obtenir des capitaux ; et enfin sur l'urgence d'un conseil exposé des affaires de la ligne et sur la dispositions qui avait été faite de nommer considérables d'argent qu'elle avait rapportées dans le temps où l'ancienne direction exploitait le service pour les membres des autorités confédérées.

J'ai cru être qui et leur pouvoir sous des bonnes, nous ces administrations confédérés, diversement satisfaits de un à chez millions de planteurs, consent été placés en coton sur la ligne du chemin comme cela aurait pu se faire à toutes les époques de la guerre, car le prix du jour à dix cents la livre, ils paieraient au jourd'hui toutes les dettes de la compagnie ! Pour dire cela c'est dû être fait. Les anciens directeurs qui en résultent et tenaient vraiment-ils bien dévoiler leurs connaissances, qui ont soumis à tant de sacrifices pour ce noble travail.

Pour de telles affaires qui touchaient de si près aux intérêts de tous les citoyens, il n'est pas à supposer que le gouverneur de l'État et le maire soient indifférents ; leur devoir est clair, et leurs intérêts personnels pour les mêmes que ceux des autres citoyens de cette communauté et ne sont pas dissociés.

Un cas pas pour faire procéder à ces élections les mesures nécessaires avec le même concert amical et cordial qui a toujours caractérisé leurs relations officielles ; ils ne peuvent voir de la part d'aucun citoyen vraiment honnête aucune objection possible aux désirs du Président Johnson, et ils sont positivement sûrs que le grand peuple de cette cité et de l'État, fatigué de voir les affaires ou de grandeur des mesures de quelques individus, ne manquera pas de donner à la liberté, à la loi et à l'ordre.

Après consultation entre nous il fut décidé que la ville devait proposer aux détenteurs de plus de la moitié des actions du chemin de la Nouvelle-Orléans à Jackson, et d'une proportion plus considérable encore des actions du chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas, il était préférable que la ville prit l'initiative d'arranger au président Johnson la demande que nous avions jugé convenable de faire. Ce fut en conséquence décidé qu'un agent spécial, investi de tous les pouvoirs que l'État et la ville pouvaient lui donner, serait envoyé à Washington pour entrer en communication amicale avec les divers ministres, de façon à obtenir une réalisation de nos deux chemins aussi prompte que les divers obstacles pourraient le permettre. Il devait, en outre, faire valoir avec une instance respectueuse les justes réclamations de la ville contre le département de la guerre et de la marine, réclamations qui sont nombreuses et considérables.

Avant, cependant, que rien pût être terminé, j'envoyai à Washington et nous fîmes une dernière effort pour obtenir que le Président approuvât notre demande. Dans des termes pleins de sentiments généreux et bienveillants pour le peuple de la Louisiane, des intérêts duquel il paria avec une sollicitude cordiale, sincère et respectueuse, le Président Johnson consentit immédiatement à notre demande en exigeant, cependant, comme cela était juste et convenable, que, comme condition préliminaire à la restitution des chemins de fer, les anciens directeurs d'avant la rébellion cédassent la place à de nouveaux commis de directeurs nouvellement élus, et qui seraient composés de citoyens de cette ville, dépuis ses divers le gouvernement. Si, dit le Président, vous, comme maire, vouliez garantir cela je le ferai en sorte, aussitôt que l'élection des nouveaux conseils me sera connue officiellement, et pourvu qu'aucune nécessité militaire n'y apporte d'obstacle, que les chemins soient rendus par l'autorité militaire.

Le chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas ayant été gardé et exploité pendant trois ans sous le contrôle militaire exclusif, ce, je pris la liberté d'appeler l'attention du Président sur ce fait, et le suggérer que, comme les taux de fret perçus par les citoyens pendant cette période avaient été énormément élevés, il serait désirable que tous les livres et papiers qui étaient dans les mains des autorités militaires fussent transférés à des experts impartialement choisis, de façon à ce qu'on pût établir une balance loyale entre le gouvernement et la compagnie, et à ce qu'on fît, faire un règlement équitable sur la base ainsi présentée. Le Président accéda aussi à cette proposition, ajoutant, de la manière la plus bienveillante et la plus encourageante, l'assurance que tout ce que nous demandions du gouvernement était, dans son esprit particulier. Je refusai de m'engager à l'appuyer, alléguant que tout ce que je demandais était un ticket composé d'hommes indépendants, suivant la condition de l'Président.

En vain j'insistai sur la justice et la raison de ce que le Président exigeait, sur l'assurance du peuple à voir le changement pour une administration responsable ; sur la force que de nouveaux et d'honorables noms ne manqueraient pas de donner à la direction, plus spécialement pour obtenir des capitaux ; et enfin sur l'urgence d'un conseil exposé des affaires de la ligne et sur la dispositions qui avait été faite de nommer considérables d'argent qu'elle avait rapportées dans le temps où l'ancienne direction exploitait le service pour les membres des autorités confédérées.

J'ai cru être qui et leur pouvoir sous des bonnes, nous ces administrations confédérés, diversement satisfaits de un à chez millions de planteurs, consent été placés en coton sur la ligne du chemin comme cela aurait pu se faire à toutes les époques de la guerre, car le prix du jour à dix cents la livre, ils paieraient au jourd'hui toutes les dettes de la compagnie ! Pour dire cela c'est dû être fait. Les anciens directeurs qui en résultent et tenaient vraiment-ils bien dévoiler leurs connaissances, qui ont soumis à tant de sacrifices pour ce noble travail.

Pour de telles affaires qui touchaient de si près aux intérêts de tous les citoyens, il n'est pas à supposer que le gouverneur de l'État et le maire soient indifférents ; leur devoir est clair, et leurs intérêts personnels pour les mêmes que ceux des autres citoyens de cette communauté et ne sont pas dissociés.

Un cas pas pour faire procéder à ces élections les mesures nécessaires avec le même concert amical et cordial qui a toujours caractérisé leurs relations officielles ; ils ne peuvent voir de la part d'aucun citoyen vraiment honnête aucune objection possible aux désirs du Président Johnson, et ils sont positivement sûrs que le grand peuple de cette cité et de l'État, fatigué de voir les affaires ou de grandeur des mesures de quelques individus, ne manquera pas de donner à la liberté, à la loi et à l'ordre.

Après consultation entre nous il fut décidé que la ville devait proposer aux détenteurs de plus de la moitié des actions du chemin de la Nouvelle-Orléans à Jackson, et d'une proportion plus considérable encore des actions du chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas, il était préférable que la ville prit l'initiative d'arranger au président Johnson la demande que nous avions jugé convenable de faire. Ce fut en conséquence décidé qu'un agent spécial, investi de tous les pouvoirs que l'État et la ville pouvaient lui donner, serait envoyé à Washington pour entrer en communication amicale avec les divers ministres, de façon à obtenir une réalisation de nos deux chemins aussi prompte que les divers obstacles pourraient le permettre. Il devait, en outre, faire valoir avec une instance respectueuse les justes réclamations de la ville contre le département de la guerre et de la marine, réclamations qui sont nombreuses et considérables.

Avant, cependant, que rien pût être terminé, j'envoyai à Washington et nous fîmes une dernière effort pour obtenir que le Président approuvât notre demande. Dans des termes pleins de sentiments généreux et bienveillants pour le peuple de la Louisiane, des intérêts duquel il paria avec une sollicitude cordiale, sincère et respectueuse, le Président Johnson consentit immédiatement à notre demande en exigeant, cependant, comme cela était juste et convenable, que, comme condition préliminaire à la restitution des chemins de fer, les anciens directeurs d'avant la rébellion cédassent la place à de nouveaux commis de directeurs nouvellement élus, et qui seraient composés de citoyens de cette ville, dépuis ses divers le gouvernement. Si, dit le Président, vous, comme maire, vouliez garantir cela je le ferai en sorte, aussitôt que l'élection des nouveaux conseils me sera connue officiellement, et pourvu qu'aucune nécessité militaire n'y apporte d'obstacle, que les chemins soient rendus par l'autorité militaire.

Le chemin de fer de la Nouvelle Orléans aux Opelousas ayant été gardé et exploité pendant trois ans sous le contrôle